



- **Marine Le Pen sur TF1 : les principaux messages.**

Dimanche 11 septembre, Marine Le Pen était l'invitée de l'émission politique de TF1 « Vie Politique ». Réalisant ce soir là le record d'audience de l'émission avec 16,5% de PDA et une moyenne de 2,3 millions de téléspectateurs (contre tout juste 10% de PDA pour Manuel Valls et Alain Juppé), Marine Le Pen a délivré un certain nombre de messages forts, élevant le débat et le recentrant autour des vrais enjeux :

1) L'élection présidentielle doit être l'occasion de grands « choix de civilisation ».

Marine Le Pen a rappelé aux Français l'importance cruciale de cette élection présidentielle pour l'avenir de la France. De son issue dépendront les grands « choix de civilisation » qui façonneront la France de demain. Parmi ceux-ci :

- **La préservation de l'unité de la Nation, composée de citoyens libres, face aux ravages du communautarisme** qui cherche à enfermer les individus dans des groupes ethniques ou religieux.

- **La place de la femme dans notre société**, de plus en plus remise en cause, **dans ce qui apparaît comme une inquiétante régression civilisationnelle**, et qui s'est exprimée de manière dramatique à Cologne et dans d'autres villes d'Allemagne en début d'année (cf. vagues d'agressions sexuelles impliquant des migrants). En France, de plus en plus de femmes sont reléguées physiquement et symboliquement dans de nombreux quartiers, souvent contraintes de se cacher sous des vêtements religieux pour avoir la paix. La menace que l'obscurantisme islamiste fait peser sur la situation des femmes en France et dans d'autres pays d'Europe est telle qu'il est à craindre à terme une relégation juridique de ces dernières. Une perspective que Marine Le Pen ne permettra pas.

- **L'indépendance politique de la France**, avec la question centrale de la souveraineté et de notre appartenance à l'Union européenne.

2) La laïcité, condition *sine qua non* d'une France apaisée.

Au cours de l'émission, Marine Le Pen a tenu à ré-exposer sa vision de la Laïcité, qui ne vise pas à lutter contre une religion en particulier mais à assurer les conditions d'une société apaisée, où la religion relève, dans un principe général, de la sphère privée. Si dans les faits le fondamentalisme islamiste représente aujourd'hui le principal défi posé à la Laïcité, il n'en demeure pas moins que celle-ci s'applique à toutes les religions et n'en discrimine donc aucune.

Marine Le Pen en a également profité pour rappeler que **ce n'est pas aux politiques de porter des jugements de valeur sur telle ou telle religion, mais aux croyants de ne pas contester, dans leur comportement public, la supériorité absolue de la loi républicaine sur les lois religieuses.**

3) Être libre pour rendre à la France sa liberté.

Marine Le Pen s'affiche pour ce qu'elle est : une femme libre et indépendante. Libre, politiquement ; indépendante, vis à vis de tous les groupes de pression, de toutes les puissances extérieures, de toutes les clientèles électorales. Cette liberté personnelle, Marine Le Pen entend naturellement la mettre au service de son combat pour la liberté et l'indépendance de la France.

- **Alstom Belfort : les conséquences d'une absence de vraie stratégie industrielle.**

La fermeture annoncée de l'usine Alstom de Belfort marque un nouvel épisode de la désindustrialisation massive de la France, laquelle dure depuis de très nombreuses années et fut accélérée par l'introduction ravageuse de l'euro au début des années 2000. En près de quinze ans, ce sont ainsi 1 million d'emplois industriels qui ont été détruits dans notre pays.

Face à cette situation générale, dont les causes sont éminemment politiques (euro, règles européennes sur le libre-échange et la libre-concurrence interdisant tout protectionnisme et tout patriotisme économique, abandon de l'Etat stratège, etc.), le Front National propose des solutions politiques réelles, dans un discours de vérité aux Français.

Le cas d'Alstom est ainsi très révélateur. L'Etat français, bien qu'actionnaire du groupe à hauteur de 20%, s'est en effet privé tout seul des moyens d'agir. Le refus de la nationalisation temporaire du groupe, qui aurait pu se faire via la Caisse des dépôts et consignations, a abouti l'année dernière au démantèlement de ce fleuron national et à la cession de sa branche énergie à l'américain General Electric. Cette cession a profondément fragilisé Alstom financièrement et mis entre des mains étrangères des activités hautement stratégiques pour notre pays (notamment la production de turbines pour centrales nucléaires).

Les personnalités de droite et de gauche qui s'agitent aujourd'hui pour réclamer le maintien des activités du site de Belfort en sont donc réduites au commentaire des conséquences de leur propre politique. Quant à ceux qui prétendent solutionner le problème par l'attribution de nouvelles commandes publiques à Alstom, sans proposer de délier notre pays des règles européennes, ils sont dans l'imposture électoraliste la plus complète.

Les armes qui permettront de sauver Alstom sont celles qui permettront de sauver l'ensemble de l'industrie française. Ce sont celles d'un **Etat stratège doté d'une vision à long terme**, mettant en œuvre un vrai **patriotisme économique** (par **l'instauration d'une préférence assumée aux entreprises fabriquant en France dans l'accès aux marchés publics**) et un protectionnisme intelligent (droits de douanes ciblés). Bien évidemment, ces mesures, renforcées par un retour à une monnaie nationale, supposent de sortir de l'Union européenne, à moins que celle-ci ne se transforme avant en une Europe de la coopération entre nations libres. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si la nouvelle Première ministre britannique, Theresa May, a annoncé il y a quelques jours un plan ambitieux de ré-industrialisation du Royaume-Uni. Avec le Brexit, le Royaume-Uni retrouvera en effet les marges de manœuvres qui lui manquaient pour soutenir et relancer son industrie.

Enfin, au contraire de ce que prétendent nos adversaires, il n'est évidemment aucun « enfermement » dans cette politique. Il ne s'agit là que de la mise en œuvre de ce qui est déjà pratiqué par l'ensemble des grandes puissances industrielles du monde, à commencer par les Etats-Unis dont le « Buy American Act » oblige à produire aux Etats-Unis dès lors que de l'argent public est investi dans un programme (comme on l'a vu, ironie de l'histoire, dans le dernier contrat remporté par Alstom dans ce pays.).

Auteur : Joffrey Bollée